

Hôpital Riviera-Chablais

«Nous allons piloter l'hôpital par la qualité, et non par les coûts»

Brigitte Rorive Feytmans, nouvelle présidente de l'HRC depuis moins de six mois, explique les mesures déjà prises pour redresser la barre.

Stéphanie Arboit

Après deux audits, l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC) va faire l'objet d'une commission d'enquête parlementaire (CEP), votée ce mardi. Dans la foulée, les députés ont aussi octroyé à l'HRC (en plus des garanties de cautionnement) 125 millions (20 millions + 7 millions sur quinze ans).

La nouvelle présidente du Conseil d'établissement (CEtab), Brigitte Rorive Feytmans, est entrée en fonction mi-octobre. Celle qui a assaini les finances des Hôpitaux universitaires genevois réagit à la CEP et explique ce que le CEtab a accompli en moins de six mois pour redresser la barre.

Les députés de gauche ont martelé qu'une CEP fragiliserait l'hôpital et mettrait en danger le plan de retour à l'équilibre. Qu'en pensez-vous?

D'abord, j'espère que la population aura entendu ce que les députés, tous partis confondus, ont souligné: ils sont reconnaissants du travail des équipes et ne remettent pas en question la qualité des soins. La preuve de leur confiance s'est matérialisée dans leur vote massif de ce mardi pour soutenir financièrement l'hôpital. Néanmoins, trois inquiétudes sont réelles: que la CEP crée un climat de défiance; qu'elle redonne de la voix aux détracteurs du projet, qui n'ont jamais voulu d'un hôpital unique à Rennaz. Mais l'hôpital existe et il remplit son rôle, il l'a prouvé dans la crise sanitaire: nous avons augmenté le nombre de lits en soins intensifs, mis en place un centre de dépistage, puis de vaccination et maintenant des consultations pour les patients souffrant de séquelles de ce qu'on appelle le Covid long. Enfin, la troisième crainte est que cette CEP soit la goutte d'eau en



Brigitte Rorive Feytmans estime que le retour à l'équilibre «n'est pas que financier». PATRICK MARTIN

«Il est normal que l'hôpital soit actuellement surdimensionné.»

Brigitte Rorive Feytmans,
nouvelle présidente de l'HRC

matière de charge de travail pour nos collaborateurs, déjà épuisés par un déménagement suivi du coronavirus. La volonté du CEtab est de les protéger à tout prix.

Comment?

En donnant aux investigateurs tous les documents écrits en notre possession et en tentant de centraliser les demandes, si cela est possible, pour éviter au maximum de surcharger les équipes. Nous devons trouver les moyens de répondre entièrement aux demandes de la CEP tout en préservant nos collaborateurs.

Un député a dit que l'ex-directeur lui a menti.

Un autre a parlé du sentiment de s'être fait «emberlificoter».

Le Contrôle cantonal des finances (CCF) a relevé que les comptes de l'HRC ne mentionnaient pas 2 millions à verser à la Pharmacie des hôpitaux de l'Est lémanique.

Avez-vous découvert d'autres mauvaises surprises?
Non, il n'y a pas «d'autres cadavres» dans le placard.

Quelles mesures avez-vous prises pour redresser la barre financière?

L'hôpital n'est pas le même que lorsque le déficit a été dévoilé il y a un an. En moins de six mois, nous avons mis en œuvre toutes les recommandations émanant des deux audits, certaines sont même terminées, comme la mise en place d'indicateurs financiers qui faisaient défaut. Nous disposons désormais d'un bouclier trimestriel complet et d'estimations mensuelles assez précises. Qui nous permettent de prendre rapidement des mesures si certains chiffres nous inquiètent. Nous allons aussi mettre en place des budgets par services. Les chefs de service sont responsables de la qualité médicale, mais aussi de la performance financière de leur service.

Comment réduire les déficits sans faire souffrir le personnel?

Nous devons économiser sur notre fonctionnement 25 millions d'ici à 2026, soit 4 à 5 millions par an. Nous allons piloter par la qualité, et non par les coûts, car les mauvaises économies génèrent des dépenses cachées (notamment la démotivation et l'absentéisme). Ce re-

tour à l'équilibre n'est pas que financier: il passe par l'amélioration des prises en charge des patients et par le bien-être de nos collaborateurs. En faisant mieux les choses et en optimisant nos processus, nos coûts baisseront car nous gagnerons en efficacité, de nombreuses études le prouvent.

Pour économiser, allez-vous renoncer à des investissements comme la cardiologie interventionnelle? Il avait été promis aux citoyens qu'ils gagneraient en spécialisations ce qu'ils perdaient en proximité du fait du déménagement...

Le plan de retour à l'équilibre ne doit pas empêcher les projets de développement, au contraire! La vision n'est pas remise en cause d'un hôpital de soins aigus avec un plateau technique pointu. La cardiologie interventionnelle vient d'être ouverte, en collaboration avec le CHUV et l'Hôpital du Valais. Nous ouvrons bientôt la radiologie interventionnelle, en partenariat avec le CHUV. Nous allons également signer une convention avec la clinique privée CIC. Sur certains domaines, public et privé peuvent collaborer, comme cela a été fait dans le canton de Genève ou à Lausanne pour le Covid. Niveau coopérations, nous travaillons aussi sur l'amélioration de nos liens avec les médecins de ville.

L'audit sur la gouvernance de l'hôpital préconise ce que les médecins ont demandé de façon répétée dans les enquêtes parues dans nos colonnes: que le personnel médico-soignant soit davantage pris en considération dans les décisions de la direction. Allez-vous suivre cette recommandation?

Oui. Sans attendre l'entrée en fonction du nouveau directeur général le 1^{er} juin, mais avec son concours puisqu'il la préside en accord avec son employeur actuel, nous avons mis en place une task force pour proposer une nouvelle gouvernance médicale.

Des médecins déplorent que certains responsables soient encore en place à la direction générale...

Les postes clés ont été changés (nouveau CEtab et nouveau directeur général). Plutôt que de faire entièrement table rase, nous donnons leur chance à tous. Personne n'est malintentionné et personne n'a démerité! Les membres de la direction, qui travaillent d'arrache-pied, peuvent fonctionner autrement avec une philosophie et un management différents. Et une fois le nouveau directeur général en place, il posera des objectifs et des attentes claires pour évaluer les résultats.

À l'annonce du déficit fin avril 2020, l'ex-directeur avait fermé 31 lits de médecine. Une députée a estimé que des services étaient «surdimensionnés». Qu'en pensez-vous?

À l'époque, cette décision de fermer des lits était le bon réflexe. En bouclant tout un secteur, on peut réallouer ailleurs le personnel qui était rattaché à cette unité. Ensuite, heureusement que nous avons ces lits pour affronter la crise sanitaire! Ces réserves expliquent pourquoi la Suisse parvient mieux que d'autres pays à prendre en charge les patients Covid. Il faut souligner que la construction d'un hôpital est un ouvrage énorme, projeté pour les quarante prochaines années. Dans une région qui connaît un fort développement démographique, il est donc normal qu'il soit actuellement surdimensionné, l'important étant qu'on n'utilise pas toutes les capacités.

Le PLR mise sur un virage écolo et des changements de têtes

Élections

Déception aux communales et espoirs de renouvellement pour les cantonales. Le spectre d'une défaite de la droite en 2022 a été au menu du congrès du PLR Vaud.

Depuis l'Hôtel Astra à Vevey, les dirigeants libéraux-radicaux ont analysé leur noir bilan électoral, mercredi soir, face à 220 délégués connectés. Le PLR reste «le premier parti du canton», se consolent-ils. Le parti détient 26% des sièges de conseillers communaux élus au scrutin proportionnel, devant le PS qui en a 19%. Mais surtout, dans les parlements communaux, le PLR a reculé de 2,4 points par rapport à 2016, alors qu'il voulait conserver ses positions, voire gagner ou regagner des sièges. De rares exceptions, comme la victoire de la droite à l'Écucatif de Morges, sont soulignées.

«Il n'est pas interdit de penser que le Grand Conseil du printemps 2022 verra la majorité de droite être perdue au profit d'une majorité de gauche.»

Marc-Olivier Buffat,
président du PLR Vaud

Malgré les gains des Verts libéraux, avec la «baisse massive» de l'UDC, le président du PLR Marc-Olivier Buffat suggère cette funeste issue: «Il n'est pas interdit de penser que le Grand Conseil du printemps 2022 verra la majorité de droite être perdue au profit d'une majorité de gauche.» C'est dans un virage environnemental que le PLR pourrait trouver son salut en 2022: «Nous prônons une écologie, responsable, libérale, innovatrice, en un mot: une véritable «reset» de l'écologie. Nous savons le faire, nous devons maintenant mieux le communiquer», assène Marc-Olivier Buffat.

La conseillère d'État Christelle Luisier veut un changement de paradigme, axé sur «la durabilité et la protection de l'environnement». Son collègue Pascal Broulis, lui, préconise une large alliance des partis de droite, à l'image de la stratégie victorieuse à Morges. Il lance aussi un appel à la jeunesse: «Je rêve que nous ayons à nouveau une liste jeune PLR pour les cantonales de 2022: 150 jeunes, 150 seniors, ça veut dire 300 personnes. C'est un peu les 300 spartiates dans cette bataille mythique de Léonidas, le président Buffat à sa tête. Et finalement une réussite. En tout cas des perspectives.»

L'interdiction du cumul des mandats, qui empêcherait Pascal Broulis et Philippe Leuba de se présenter à nouveau en 2022, devrait être débattue lors d'un congrès en présentiel le 30 juin, espère le président Buffat. Il exhorte encore ses troupes pour 2022: «Vous devez trouver de nouvelles têtes qui puissent se faire connaître et se présenter. Cela concerne toutes les strates du pouvoir et pas seulement celles et ceux qu'on aimerait éventuellement voir partir. C'est une nécessité.» **Jérôme Cachin**

PUBLICITÉ

Thonney GAËTAN
21 mars 2021 à 11 h 25

Marlin DYLAN
25 mars 2021 à 18 h 20

Blanco LIOR
28 mars 2021 à 1 h 53

Vizcaïno MOANA
23 mars 2021 à 20 h 23

Öztemir EVAN
27 mars 2021 à 6 h 00

Casieri JADE
28 mars 2021 à 10 h 13

Grégoire Junod va rester syndic

Lausanne

La Verte Natacha Litzistorf a entrepris un relatif suspense. Elle renonce à un duel avec le socialiste.



Grégoire Junod conserve son fauteuil de syndic de Lausanne qu'il occupe depuis 2016. Le PS, le POP et les Verts ont annoncé formellement sa candidature jeudi: il sera désigné syndic mardi à l'issue du délai officiel. Sa candidature n'était pas contestée chez les socialistes et au POP. Il est arrivé en tête à chacun des deux tours de l'élection.

Les Verts ont rejoint l'alliance pour le second tour après un score mitigé. Réélue municipale en quatrième position, la Verte Natacha Litzistorf demandait un temps de réflexion. Elle laissait entrevoir la possibilité d'un duel

pour la syndication. Pourquoi renoncer trois jours plus tard? «Grégoire Junod a fait un excellent travail de syndic, répond-elle. Il sait tenir l'équilibre des forces sur les plans personnel et partisan. C'est juste et raisonnable de travailler dans la continuité face aux défis de la post-crise Covid et de l'urgence climatique qui nous attendent. Nous, les Verts, voyons que ces enjeux climatiques, dans notre ADN, sont désormais aussi portés par nos alliés socialistes et cela nous met en confiance.»

Le syndic explique que les échanges ont été brefs: «Nous

n'avons pas tellement discuté, assure Grégoire Junod. Il n'y a pas eu de marchandage sur la composition de dicastères. Ce sujet sera abordé après les vacances de Pâques.»

Préparer le plan climat

Pour le syndic, les enjeux de la législature 2021-2026 seront marqués par les conséquences de la pandémie et la consolidation de l'intégration des étrangers: «L'intégration passe notamment par l'emploi et nous devons éviter qu'elle se fragilise.» Et d'ajouter: «Le plan climat va nous occuper ces prochaines années. Avec ces exigences, nous devons développer un habitat en milieu urbain, maintenir une ville hospitalière pour ses propres habitants, qui ne rejette pas les populations modestes à l'extérieur.»

J.C.